



**IMPLICATION DES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. CAS DE VODACOM**

**“ THE INVOLVEMENT OF MULTINATIONAL CORPORATIONS IN THE DEVELOPMENT OF
THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO: THE CASE OF VODACOM ”**

KWETE MINGA Gilbert¹, DIEDIKA NDJUDI Junior², KANKU KADIMASHI Laetitia³

❖ **KWETE MINGA Gilbert** : n° ORCID-0009-0008-6302-3943 : *Section RI*

❖ **DIEDIKA NDJUDI Junior** : n° ORCID 0009-0000-0946-1434 : *Section SPA*

❖ **KANKU KADIMASHI Laetitia** : *Section RI*

*Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), Sections de Relations Internationales et Section
Sciences Politiques et Administratives, Kinshasa, République Démocratique du Congo*

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.21363209>

Résumé: Les perspectives d'avenir de Vodacom en République Démocratique du Congo demeurent néanmoins encourageantes. La généralisation progressive de la digitalisation, la montée en puissance des services numériques, l'émergence de l'économie digitale et l'arrivée potentielle de la 5G offrent à l'entreprise des occasions inédites d'élargir son champ d'action.

Son engagement croissant dans la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), notamment dans l'éducation, la santé et l'autonomisation des jeunes, renforce son rôle de partenaire stratégique dans le développement durable.

Si ces atouts sont conjugués à une meilleure stabilité politique et économique, Vodacom pourra consolider sa position de leader tout en contribuant de manière significative à l'amélioration des conditions de vie des populations.

En somme, Vodacom constitue un exemple concret de l'implication positive d'une multinationale dans l'économie congolaise, illustrant comment les investissements étrangers peuvent soutenir le développement économique tout en répondant aux besoins d'une population en pleine transformation.

Cette étude met en lumière l'importance de créer un environnement favorable où les multinationales peuvent agir de manière responsable, durable et bénéfique pour l'ensemble de la société.

Mots clés : *Implication, société multinationale, développement, République Démocratique du Congo, Vodacom.*

Abstract: Vodacom's future prospects in the Democratic Republic of Congo remain encouraging. The gradual spread of digitalization, the rise of digital services, the emergence of the digital economy, and the potential arrival of 5G offer the company unprecedented opportunities to expand its scope of operations.

Its growing commitment to corporate social responsibility (CSR), particularly in education, health and youth empowerment, reinforces its role as a strategic partner in sustainable development.

If these advantages are combined with greater political and economic stability, Vodacom will be able to consolidate its leading position while contributing significantly to improving the living conditions of the population.

In short, Vodacom is a concrete example of the positive involvement of a multinational in the Congolese economy, illustrating how foreign investment can support economic development while meeting the needs of a rapidly changing population.

This study highlights the importance of creating an enabling environment where multinationals can act responsibly, sustainably and beneficially for society as a whole.

Keywords: *Involvement, multinational corporation, development, Democratic Republic of Congo, Vodacom.*



1 Introduction

L'objet de cette recherche est d'analyser l'impact de l'implication de la société multinationale Vodacom sur le développement économique de la république démocratique du Congo, en mettant l'accent sur les effets socio-économique tels que la création d'emplois, la contribution fiscale, les investissements dans le secteur des télécommunications, ainsi que l'amélioration de l'accès aux services numériques pour la population

Ce travail vise à explorer les multiples facettes de l'implication des sociétés multinationales entre autre; la société Vodacom dans le développement économique de la République Démocratique du Congo.

L'implication des sociétés multinationales en République Démocratique du Congo est un sujet d'une grande importance, tant sur le plan économique que social. La RDC, riche en ressources naturelles, attire de nombreuses entreprises internationales qui cherchent à exploiter ses richesses. Cependant, cette présence soulève des questions complexes concernant les impacts sur le développement local, l'environnement et la gouvernance.

La RDC possède d'importantes ressources minérales, notamment le cuivre, le cobalt et l'or, qui sont essentielles pour de nombreuses industries dans le monde entier. Ce potentiel a attiré des multinationales dans divers secteurs, dont les télécommunications. Parmi elles, Vodacom, l'un des principaux opérateurs de télécommunications en Afrique, joue un rôle significatif dans le paysage économique et social du pays.

Vodacom a contribué à l'économie congolaise par la création d'emplois directs et indirects et par le développement des infrastructures de communication. L'amélioration des réseaux de téléphone mobile et d'internet a permis de favoriser l'accès à l'information et de faciliter la transaction commerciale. De plus, Vodacom a lancé divers services financiers mobiles qui ont aidé à inclure davantage de personnes dans le système financier formel.

Cependant, l'implication de multinationales comme Vodacom soulève également des défis. Les questions liées aux droits des travailleurs, à la protection des consommateurs et à l'impact environnemental des opérations doivent être abordées. Les multinationales doivent naviguer dans un environnement complexe où les réglementations peuvent être floues ou incomplètes.

La responsabilité sociétale des entreprises est devenue un aspect crucial de l'opération des multinationales en RDC. Vodacom, par exemple ; s'engage dans diverses initiatives communautaires visant à améliorer l'éducation, la santé et l'accès à la technologie. Ces actions sont essentielles pour renforcer leur image tout en contribuant au développement durable du pays.

Cette étude met en lumière les opportunités et les défis associés à leur présence. Alors que ces entreprises apportent des bénéfices économiques significatifs, il est essentiel qu'elles opèrent de manière responsable et éthique pour garantir que leur impact soit positif pour les populations locales et pour le développement durable du pays.

La problématique désigne l'ensemble de questions posées dans un domaine des sciences en vue d'une recherche de solution. Elle désigne aussi un ensemble d'idées qui spécifie la position du problème suscité par le sujet d'étude. Elle fournit au lecteur les éléments nécessaires pour justifier la recherche et elle présente un thème de recherche ou un problème spécifique se rattachant à une question générale et les informations nécessaires pour soutenir l'argumentation qui sert à justifier cette recherche.¹

L'implication des sociétés multinationales en République Démocratique du Congo soulève des interrogations cruciales quant à leur impact sur le développement économique du pays. Dans un contexte où la RDC possède d'importantes ressources naturelles et un potentiel humain considérable. Cette problématique nous permettra d'aborder ce sujet sous plusieurs angles, offrant une analyse équilibrée qui tient compte à la fois des contributions positives de Vodacom au développement du pays et des défis qu'elle pose. Elle invite également à réfléchir sur le rôle des multinationales dans un contexte où les enjeux éthiques et environnementaux sont de plus en plus cruciaux.

Sur ce, notre problématique tourne autour des questions suivantes :

- En quoi consiste l'implication de Vodacom au développement socio- économique de la République Démocratique du Congo ?
- Quelles sont les difficultés rencontrées et défis à relever par Vodacom dans ses activités en République Démocratique du Congo ?

En abordant ces questions, cette recherche fournira une analyse équilibrée des effets de l'implication de Vodacom sur le développement économique de la RDC, tout en tenant compte des défis qui peuvent découler d'une telle présence.

¹SHOMBA, *Méthodologie de la recherche scientifique*, éd. MES, Kinshasa, 2005. P27

L'hypothèse est le fait d'établir une relation supposée entre les faits sociaux dont le rapport constitue le problème et en indiquant la nature de ce rapport.²

Elle est aussi comprise comme une série des réponses qui permettent de prédire la vérité vraisemblable au regard des questions soulevées par le problème et dont la recherche vérifie le bien fondé.³

-En première hypothèse, nous estimons que ; l'implication de la société multinationale Vodacom en République démocratique du Congo aurait un impact significatif sur le développement économique du pays, notamment par la création d'emplois directs ou indirects ; et le développement des compétences locales ; la présence de l'entreprise augmente les recettes fiscales grâce aux impôts et taxes payés par l'entreprise ; la stimulation des investissements dans le secteur de télécommunications ; l'accès aux services numériques et facilite les échanges économiques.

- En seconde hypothèse, nous pensons que ; Vodacom fait face à des défis significatifs en RDC, notamment en raison de l'instabilité politique, cela inclut les risques de sécurité, les changements réglementaires soudains et l'incertitude économique ; de l'infrastructure insuffisante, cela pourrait inclure des routes impraticables, un accès limité à l'électricité et des technologies obsolètes ; de la réglementation complexe et des enjeux socio-économiques, qui entravent sa capacité à opérer efficacement et à maximiser son impact positif sur le développement local.

Nous avons recouru à la méthode structuro-fonctionnaliste pour comprendre le fonctionnement de la société Vodacom et connaître ses actions en faveur du développement socio-économique de la République Démocratique du Congo

Nous avons utilisé la technique documentaire pour collecter les données utiles à la rédaction de notre travail. Sur ce, nous avons consultés les ouvrages, les documents officiels et l'internet.

L'exploitation optimale d'un thème de recherche nécessite une circonscription à la fois temporelle et spatiale. Ce qui permet au chercheur d'effectuer des analyses rigoureuses et poussées. Pour notre cas, nous avons délimité notre travail sur trois : sur le plan spatial ; sur le plan temporel et sur le plan thématique

La recherche se concentre principalement sur les activités de Vodacom en RDC ; avec une attention particulière sur les grandes zones urbaines comme Kinshasa, où les effets économiques sont plus visibles.

I.1. Notions de Sociétés multinationales

Une multinationale aussi appelée firme multinationale (FMN), société transnationale (STN) ou firme transnationale (FTN) est une entreprise active et implantée dans plusieurs pays grâce aux filiales qu'elle détient. Le terme désigne généralement de grands groupes, bien qu'il puisse aussi concerner des petites ou moyennes entreprises.

I.1.1. Définitions

Une société multinationale, souvent appelée entreprise multinationale, est une entreprise qui possède ou contrôle des unités de production ou services dans au moins deux pays différents. Elle opère à l'échelle mondiale, avec des activités qui transcendent les frontières nationales.

Charles-Albert Michalet définit une multinationale comme une entreprise « le plus souvent de grande taille, qui, à partir d'une base nationale, a implanté à l'étranger plusieurs filiales dans plusieurs pays, avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle mondiale ».

Cathal J. Nolan, professeur d'histoire à l'université de Boston, insiste sur les « capitaux, biens et technologies extrêmement flexibles » de ces entreprises qui « pensent globalement », qui n'ont « pas de loyauté spécifique » et qui prennent leurs « décisions selon des questions d'économie d'échelle, de politique fiscale et de rapatriement des profits ».

Le CETIM définit ses sociétés comme « personnes juridiques de droit privé, avec une implantation territoriale multiple mais un centre unique de décisions stratégiques »⁴. Dans le même sens, René Sandretto la définit comme une « firme généralement de grande taille, dont l'organisation et la gestion sont le plus souvent centralisées, développant leur activité productive grâce à des filiales implantées dans plusieurs pays »⁵. On estime leur nombre à 80 000, pour 840 000 filiales et 75 000 000 de salariés. Elles représentent les 2/3 du commerce mondial. Leur nombre a considérablement augmenté depuis 1990 qui était alors de 37000.

² REZSOHAZY, Théorie et critique des faits sociaux, Bruxelles, éd. la Renaissance du livre, 1997, p.69.

³ SHOMBA K, op.cit. p.22

⁴ MELIK O., Société Transnationale et Droits Humains, CETIM, 2005, Page 76

⁵ SANDRETTO R., Commerce international, Armand Colin, Paris ;1989, Page 166

I.2. Sociétés Multinationales

I.2.1. Historique des sociétés multinationales

Les multinationales existent depuis des centaines d'années. Ainsi la compagnie Orientale des Indes, fondée en 1602, peut être considérée comme une multinationale. C'est cependant vers la fin des années 1970 que ces sociétés sont montées en puissance et en nombre. L'organisation de l'Église catholique est multinationale depuis plus longtemps encore, mais celle-ci n'est pas considérée comme à but lucratif, ne distribuant pas de dividendes. Au début des années 1980, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), on comptait 7 000 multinationales. En 2002 elles étaient 83 000 contrôlant 810 000 filiales employant 80 millions de personnes et représentant 80 % des flux commerciaux mondiaux.

De même, les investissements directs à l'étranger, sont passés de 1 600 milliards de dollars en 1990 à 6 600 milliards en 2001.

Certaines firmes sont désormais considérées comme étant comparable à des États. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, en 1999, financièrement, la société américaine Ford équivalait à la Norvège, et les japonaises Mitsui et Mitsubishi respectivement à l'Arabie saoudite et à la Pologne.

À cette époque, sur les 100 premiers acteurs économiques mondiaux, 55 étaient des multinationales. Ces analogies ne sont pas forcément très pertinentes. Johan Nordberg, économiste suédois, les remet en cause en faisant remarquer qu'une comparaison entre le produit intérieur brut (PIB) et le chiffre d'affaires (CA) n'est pas significative. En effet, le PIB prend uniquement en compte la valeur finale, alors que le CA ne prend pas compte de ce qui a été produit en dehors de l'entreprise.

Les multinationales jouissent d'un poids très important comparées aux États dans certains domaines. Ainsi, en 2000, 208 milliards USD ont été envoyés vers les pays en développement par ces entreprises contre seulement 53 par les États. De plus, la tendance de ces firmes est à la concentration, par le moyen de fusions ou d'acquisitions. Ainsi l'importance des plus grandes multinationales comparée à toutes les autres s'accroît, augmentant leur influence individuelle.

Les multinationales sont les vecteurs incontournables de la globalisation économique et financière. Leur rôle est devenu si important que l'on parle au début du XXI^e siècle de « diplomatie triangulaire ». nécessaire] (Susan Strange), c'est-à-dire de relations entre gouvernements, entreprises et entreprises-gouvernements. Pour Robert Cox, la puissance n'est pas simplement une question de souveraineté, d'armée ou de territoires, mais une combinaison complexe d'ordre économiques et sociaux basés sur les modes spécifiques de production.⁶

I.2.2. Caractéristiques des Sociétés Multinationales

L'entreprise multinationale ou firme multinationale, est une entité publique ou privée qui exerce des activités commerciales. Ces activités peuvent concerner un secteur précis ou au contraire être extrêmement diversifiées. La multinationale possède ainsi des filiales sur 2 pays ou 2 continents. Elle a ainsi une dimension internationale: son but principal consiste en la conquête de nouveaux marchés et la réalisation d'économie d'échelle grâce à ses filiales, souvent nombreuses, qui contribuent à sa rentabilité. Le droit interne régit l'organisation de la firme multinationale.⁷ Les sociétés multinationales se caractérisent par leur présence étendue dans plusieurs pays, leur contrôle centralisé et leur capacité à influencer l'économie mondiale. Elles possèdent des filiales dans divers pays, sont souvent de grande taille et ont un pouvoir économique significatif.

1. Les Caractéristiques clés des sociétés multinationales:

- a. **Présence mondiale:** les SMN opèrent à travers des filiales, des succursales ou des bureaux repartis à l'échelle mondiale, dans plusieurs pays, souvent sur plusieurs continents, avec une gestion centralisée depuis le pays d'origine. Elles ne se limitent pas à un marché national; elles sont généralement des grandes entreprises avec des ventes et revenus élevés, souvent générés par des activités internationales.
- b. **Unité de contrôle:** malgré leur présence dans différents pays, les SMN maintiennent un contrôle centralisé, avec une maison mère dans le pays d'origine qui dirige les opérations.
- c. **Pouvoir économique importante:** certaines multinationales ont un chiffre d'affaires supérieur au PIB de plusieurs pays, elles influencent souvent les décisions politiques, économiques et sociales. En raison de leur poids économique, les multinationales peuvent exercer une influence importante sur les politiques économiques, sociales et environnementales des pays où elles opèrent.
- d. **Stratégie globale:** elles adoptent une stratégie à l'échelle mondiale, mais s'adaptent localement (ce qu'on appelle la glocalisation). Les SMN cherchent à tirer parti des avantages comparatifs de chaque pays (coûts de production, accès aux matières premières, marchés consommateurs) pour maximiser leur efficacité globale.
- e. **Transfert de technologie:** elles peuvent contribuer au transfert de connaissances, de technologies et de bonnes pratiques vers les pays d'accueil, stimulant ainsi l'innovation et le progrès. Les SMN jouent un

⁶ "Multinationale"; Wikipédia .org; consulté le 02 juillet 2025

⁷ "Multinationale", in le journal du net. Fr, consulté le 21 juillet 2025.

rôle clé dans le transfert de technologies, savoir-faire et innovations entre pays, contribuant ainsi au développement économique des régions où elles s'implantent.

- f. **Investissement à l'étranger:** les SMN réalisent des investissements importants dans d'autres pays, que ce soit pour l'acquisition d'entreprises ou la création de nouvelles filiales. Elles organisent souvent leur production à l'échelle mondiale, en optimisant la localisation de leurs unités de fabrication selon les coûts, compétences ou avantages compétitifs de chaque pays. Elles ont une grande capacité à déplacer leurs activités et leurs ressources d'un pays à l'autre, en fonction des conditions économiques et réglementaires.
- g. **Marketing agressive :** elles investissent massivement dans le marketing et la publicité pour accroître leur notoriété et leur présence sur les marchés mondiaux.
- h. **Gestion centralisée et opérations décentralisées:** Elles disposent souvent d'un siège social centralisé qui définit la stratégie globale, tandis que les filiales locales ont une certaine autonomie pour adapter leurs opérations aux spécificités du marché local.⁸

2. **Modèle des Sociétés Multinationales :** les Modèles de SMN décrivent les différentes façons dont ces entreprises organisent leurs activités à l'échelle internationale.

- a. **Modèle centralisé ou global:** le siège social contrôle étroitement toutes les filiales à travers le monde; les décisions stratégiques sont prises au niveau central, avec peu d'autonomie laissée aux unités locales. L'objectif est de standardiser les produits et les processus pour bénéficier d'économies d'échelle.
Exemple: entreprise technologique comme Apple.
- b. **Modèles décentralisé ou modèle multidomestique:** chaque filiale fonctionne de manière indépendante et adapte ses produits et stratégies aux spécificités locales. Le siège social joue un rôle plus limité, laissant une grande autonomie aux unités locales.
Ce modèle est fréquent dans les industries où la demande locale est très spécifique (alimentation, biens de consommation).
Exemple: entreprise comme Nesley ou unilever.
- c. **Modèle transnational :** combine les avantages des deux modèles précédents; standardisation globale et adaptation locale. Les filiales partagent les ressources, connaissances et innovations tout en s'adaptant aux marchés locaux. Le siège social coordonne mais ne contrôle pas tout, favorisant la collaboration entre unités. ce modèle est considéré comme le plus complexe mais aussi le plus efficace dans un environnement globalisé.
Exemple: entreprise comme IBM ou Toyota.
- d. **Modèle international:** caractérisé par l'exportation des productions et savoir-faire du pays d'origine vers les filiales à l'étranger. Les filiales sont souvent des distributeurs ou des agents commerciaux plutôt que des entités autonomes. Ces Modèles sont souvent utilisés dans les premières phases d'internationalisation.

3. **Fonctionnement des sociétés multinationales**

Plongeons dans le fonctionnement des sociétés multinationales (SMN). Comprendre leur fonctionnement, c'est saisir comment ces géants économiques orchestrent leurs activités à travers le monde avec efficacité et cohérence

4. **Gestion des ressources humaines**

- Recrutement local vs expatriation: Les SMN recrutent souvent localement pour bénéficier des connaissances du marché mais envoient aussi des cadres expatriés pour assurer la cohérence.
- Formation continue: Pour maintenir un niveau élevé de compétence et diffuser la culture d'entreprise globale.
- Gestion interculturelle: La diversité culturelle est un atout mais demande une gestion fine pour éviter les conflits.

5. **Financement et gestion financière**

- Flux financiers internationaux: Transferts de capitaux entre siège et filiales (investissements, rapatriement des bénéfices).
- Optimisation fiscale : Les SMN cherchent souvent à minimiser leur charge fiscale via des stratégies légales d'optimisation dans différents pays.
- Gestion des risques financiers internationaux: Change de devises, risques politiques ou économiques dans certains pays sont gérés activement.

⁸"Caractéristiques des sociétés multinationales", in study smarter. Fr, consulté le 21 juillet 2025.

I.2. Notions de développement

Le développement est l'ensemble des transformations structurelles (démographique, économiques, sociales; mentales, politiques, etc.) qui rendent possibles et accompagnent la croissance économique et l'élévation du niveau de vie. Le terme croissance va généralement de pair avec le concept développement, en sorte que l'on se demande parfois qui entraîne l'autre, qui de la croissance et du développement se trouve en amont ou en aval de l'autre.

1.2.1. Définitions

Le dictionnaire "franklin" définit la croissance comme développement progressif des êtres organisés et par analogie, l'augmentation ou le développement de la substance de cette entité.⁹

En outre, il pourrait être utile d'indiquer que le développement correspond à l'augmentation du désir de satisfaire des besoins et des désirs légitimes. Il s'ensuit que le développement découle de l'augmentation de la capacité et du potentiel. On peut donc affirmer que le développement relève beaucoup plus de la qualité de vie que du niveau de vie de telle manière qu'une personne développée peut obtenir les meilleurs résultats au niveau de la croissance.

De cette évidence, on peut réduire que la qualité de la vie est fonction du développement ajouté à la quantité des facteurs. En résumé, on peut soutenir que le développement équivaut à l'omni-compétence c'est-à-dire le pouvoir de faire quelque chose.¹⁰

A. Enjeux

Dans le cadre de la définition de F. Perroux, sans doute est-ce possible. En effet, la croissance peut provenir non de changements mentaux et sociaux mais de l'exploitation intelligente de ressources rares (utiles à d'autres pays) comme le pétrole, ou des ressources naturelles spécifiques. Ces économies « rentières » peuvent connaître la croissance sans développement préalable. Toutefois, le caractère durable et cumulatif de cette croissance est discutable notamment si cette ressource est épuisable.

Dans le cadre des autres définitions, cela est possible aussi. En effet, les revenus en hausse grâce à la croissance peuvent être accaparés par une minorité; il n'y a donc pas « mouvement vers le haut de tout le corps social » pour couvrir les besoins fondamentaux. Cet accroissement des revenus peut aussi être utilisé non pour satisfaire des besoins sociaux mais pour acheter des armes par exemple ou pour développer des secteurs industriels inutiles à la couverture des besoins de la population.

De plus, il se peut que la croissance soit à l'origine d'externalités négatives qui nuisent à l'amélioration du bien-être de la population: bidonvilles, pollution, etc. Toutefois, il faut bien reconnaître que la croissance permet de dégager des moyens financiers pour développer des infrastructures permettant l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation; le développement apparaît plus facile à satisfaire avec la croissance économique.

S'il peut donc y avoir croissance sans développement, le développement ne peut-il pas être satisfait autrement que par la croissance économique? Le volontarisme politique ne suffirait-il pas? Une répartition plus égalitaire des revenus générés par l'activité productive permettrait à l'ensemble des individus de mieux satisfaire leurs besoins essentiels, par exemple. De plus, certains éléments du développement, considérés fondamentaux comme l'exercice de la liberté, peuvent être en partie réalisés.

Une législation adaptée, l'instauration de la démocratie pourraient très bien favoriser le développement des libertés individuelles même dans des pays connaissant une croissance faible. Mais, il est sans doute vrai que la croissance des revenus et les changements sociaux qui sont liés et favorisent l'exercice réel des libertés individuelles.

Toutefois, les changements sociaux nécessaires ne révèlent-ils pas que le développement est plus un problème qu'une solution? C'est la question radicale posée par certains écologistes. En effet, le développement ne correspond-il pas à une idéologie qui celle des pays développés? Les pays du Tiers monde partagent-ils vraiment les mêmes objectifs? Le développement ne se traduit-il pas par des changements sociaux radicaux, une acculturation très forte voire une dépendance à l'égard des pays développés? Comme certains proposent une « décroissance », les mêmes souvent, proposent de « défaire le développement ».

Dans ce cadre, chaque population doit être maîtresse de son propre projet de vie, respecter ses propres valeurs même si elles n'aboutissent au développement au sens occidental.

B. Indicateurs

Même si la notion de développement est plutôt qualitative, on peut trouver différents indicateurs qui traduisent un aspect du développement.

- La mesure du niveau de vie utilise le PNB par habitant ou le RNB par habitant.

⁹ DICTIONNAIRE FRANKLIN,; consulté le 23 juillet 2025.

¹⁰ OMOMBO A, pour une économie durable de la RDC, médiathèque francophonie de la funa, page17 -18

- La mesure de l'état de santé de la population se fait par exemple avec l'espérance de vie à la naissance: il s'agit, pour une année donnée, du nombre moyen d'années qu'une personne vivrait si elle connaissait les conditions de mortalité à chaque âge (à un an, à deux ans, etc.) des individus vivant l'année en question.
- La mesure du taux de scolarisation est un simple rapport entre le nombre individus scolarisés à un certain niveau et le nombre d'individus d'âge normal pour ce niveau; le taux peut donc dépasser 100% car certains élèves qui ont redoublé peuvent dépasser l'âge en question. Il peut aussi être mesuré par le nombre d'années d'études.
- Une mesure qui se veut synthétique est l'IDH (voir cette notion).



Figure 1. Logo du réseau Vodacom

Tableau 1. Comparaison des forfaits Vodacom RDC 2026

Infos à jour février 2026

1. Forfaits INTERNET Vodacom

Volume	Validité	Tarif	Code
100 MB	24h	50 U	1451
500 MB	24h	200 U	1452
1 GB	24h	300 U	1453
2 GB	7 jours	1000 U	1454
5 GB	7 jours	2000 U	1455
10 GB	30 jours	5000 U	1456
20 GB	30 jours	9000 U	1457

Autres volumes dispo : 101 GB à 10 000 U, 180 GB à 15 000 U

2. Forfaits APPELS / MINUTES Vodacom

Les forfaits voix Vodacom sont valables vers tous réseaux sauf indication contraire.

Minutes	Validité	Tarif	Code
30 min	24h	100 U	1460
60 min	3 jours	300 U	1461
120 min	7 jours	500 U	1462
300 min	30 jours	1500 U	1463
600 min	30 jours	2500 U	1464

3. Les "packs tous réseaux" et offres spéciales

1. SENG - OKOZUA : C'est la nouvelle version de "JUSTE POUR TOI"

Menu personnalisé selon ta consommation : plus de minutes, plus de datas, plus de SMS à bas prix

Code : *2222#

2. Force de Frappe : Promo en cours jusqu'au 15 mars 2026. Chaque rechargement ou activation de forfait te donne des points pour gagner 10 millions FC chaque semaine, voyages CAN, voitures. Inscription : *1190# 010421a0

4. Comparatif rapide vs autres opérateurs en RDC

Opérateur	Exemple Forfait Mensuel	Prix	Particularité
Vodacom	10 GB	5000 U	Meilleure couverture 4G + SENG OKOZUA
Airtel	30 GB	20 000 FC	Internet illimité de nuit
Orange	20 GB	18 000 FC	Packs spéciaux réseaux sociaux

1.2.2. La nature du développement

Dans la conception du développement proposée par les dirigeants occidentaux, le développement apparaît comme un idéal à atteindre, un concept « prêt-à-porter » ou « prêt-à-utiliser » ou encore une recette qui peut être apprêtée dans toutes les parties de globe en suivant le mode d'emploi donné par les occidentaux et par leurs représentants. Une recette qui leur permettra enfin de sortir des ornières du sous-développement et d'atteindre « l'état de grâce » du développement. Dans une telle vision, le développement devient à la fois le processus et la finalité.

Le processus par lequel les sociétés évoluent et la finalité vers laquelle elles tendent, car l'objectif est d'être développé. Cette perception du développement comme finalité comporte une vision du développement très précise. Nous pourrions parler de perception culturellement définie du développement. Les idées de progrès, de croissance et d'avancement scientifique présentes dans le concept de développement du président Truman représentent l'essence même de cette vision du développement. Nous retrouvons d'ailleurs les mêmes fondements de l'idée de développement que dans la théorie évolutionniste, c'est-à-dire l'idée de changement, de progrès qui s'inscrit dans un processus ininterrompu de croissance.

Cette idée que le développement ait un contenu culturel défini, précisément ici un contenu occidental, vient en contradiction avec l'idée du développement comme donnée naturelle et il nous apparaît important ici de voir comment ces visions se contredisent et s'affrontent. À ce sujet, Serge Latouche est très explicite lorsqu'il affirme: L'économie n'est pas une réalité naturelle, c'est une invention historique et culturelle, qui reçoit tout particulièrement une impulsion sans précédent dans la modernité occidentale. Si la culture, comme je le pense avec les anthropologues, est la réponse des groupes humains au problème de l'existence, c'est l'économie qui est une dimension de la culture. Non seulement elle n'est pas complémentaire de la culture, mais en Occident, elle tend à en devenir le substitut par l'absorption de toutes les dimensions culturelles.

Si bien sûr, Serge Latouche parle ici de l'économie et non du développement, mais il aurait pu parler du développement dans les mêmes termes, car dans la vision occidentale et évolutionniste du développement, celui-ci apparaît essentiellement économique, c'est-à-dire qu'il est induit par des facteurs ou des actions à caractère économique et il a une finalité économique.¹¹ Et même lorsque la finalité du développement n'apparaît pas uniquement économique, comme dans le discours prononcé aux Nations-Unies par le président Truman où les conditions du développement doivent conduire « toute l'humanité au bonheur personnel », les moyens pour y arriver, pour atteindre l'idéal du développement sont essentiellement économiques et même le bonheur a une dimension économique.

C'est d'ailleurs à partir de ces principes d'ordre économique qu'ont été façonnées les premières théories du développement. Les principes des théories du développement Les théories du développement s'appuient sur des principes qui relèvent en effet de la théorie économique. Nous en avons nommé quelques-uns déjà; il y a la circulation constante des échanges qui favorise l'accumulation, laquelle accumulation est un facteur de la production et de la croissance.

D'autres principes se sont ajoutés comme la division du travail, qui est induite par l'accumulation, la production de masse qui est favorisée par la division du travail; le progrès et l'innovation sont aussi des moteurs du développement économique et de la croissance. Autant de principes de base sur lesquels reposent les théories économiques et les théories du développement.¹²

I.3. Cadre théorique.

I.3.1. Application de la théorie libérale à l'étude.

Cette théorie rejeterait donc toute intervention de l'État dans la vie économique si ce n'est pas pour faire respecter le droit de priorité. Les thèses du Libéralisme furent complétées aux XIX^e siècle par la théorie du libre-échange (suppression de barrière douanière) ce qui à l'époque avantagerait beaucoup la grande Bretagne puisqu'elle était encore Presque la seule grande puissance industrielle. Mais malgré les soi-disant vertus de Libéralisme, elle ne fut pas épargnée par les crises de surproductions périodiques qui provoquaient, outre un chômage massif, la ruine d'un grand nombre de chef d'entreprise phénomène de "sélection naturelle" selon les théories du Libéralisme.

Cette théorie économique fut évidemment dénoncée par les marxistes, comme un cruel moyen de sélection au seul profit de grande entreprise et surtout des grandes banques, l'inverse du Libéralisme.¹³

Selon le dictionnaire Larousse, le Libéralisme est une doctrine économique qui privilégie l'individu et sa liberté ainsi que le libre jeu des actions individuelles conduisant à l'intérêt général, une doctrine politique visant à limiter le pouvoir de l'état au regard des libertés individuelles.¹⁴ Emmanuel Kant ajoute à cette définition que la

¹¹ LATOUCHE S, faut-il refuser le développement? Presse universitaires de France, Paris 1986

¹² SUZANNE T., du concept de développement au concept de l'après développement, université du Québec à Chicoutimi, decembre 1999, page 12

¹³ LACOSTE Y., de la géopolitique au paysage, Armand coline, Paris 2003; p23

¹⁴ Dictionnaire larousse, consulté le 16 septembre 2025

plus haute valeur observée dans un État de droit est la dignité de la personne humaine; celle-ci a le potentiel d'être autonome, d'être libre d'agir et de choisir ses propres fins.

1.3.2. Lien entre la théorie libérale et l'objet d'étude

La théorie libérale en économie repose sur le postulat que la croissance et le développement économique sont principalement stimulés par le marché libre, la concurrence et l'investissement privé. Selon cette perspective, les entreprises, qu'elles soient nationales ou multinationales, cherchent à maximiser leurs profits, mais ce faisant, elles contribuent également à la création de richesse, à la génération d'emplois et à la diffusion de technologies nouvelles.

Dans ce cadre, l'État a un rôle de régulateur et d'arbitre, veillant à ce que l'environnement économique reste propice aux investissements privés tout en protégeant l'intérêt général.

L'analyse de l'impact des sociétés multinationales sur le développement économique de la République Démocratique du Congo, en prenant l'exemple de Vodacom, s'inscrit directement dans cette logique théorique. Vodacom, en tant qu'acteur privé d'envergure internationale, apporte des investissements considérables dans les infrastructures de télécommunication, introduit des technologies modernes et facilite l'accès aux services financiers et numériques via des plateformes comme Vodacom Mobile Money.

Ces apports contribuent non seulement à la création d'emplois directs et indirects, mais également à l'accroissement des recettes fiscales et au développement d'un écosystème technologique local.

Cependant, l'application pratique de la théorie libérale doit être nuancée. Bien que la présence de multinationales soit potentiellement bénéfique, des défis subsistent, notamment en ce qui concerne le rapatriement des profits vers la maison-mère, le risque de concurrence déloyale avec les entreprises locales et la dépendance technologique qui peut en découler.

L'État congolais, dans ce contexte, joue un rôle crucial pour s'assurer que l'activité des multinationales s'inscrit dans une logique de développement durable et inclusif, en encadrant les investissements, en régulant le marché et en promouvant les transferts de compétences.

Ainsi, l'étude de l'impact de Vodacom sur l'économie congolaise permet de vérifier empiriquement les postulats de la théorie libérale: elle montre dans quelle mesure l'investissement privé multinational contribue réellement à la croissance économique et au développement social, tout en soulignant la nécessité d'un équilibre entre profit privé et intérêt public pour que le développement soit effectif et durable.

II.2. Implication de la société Vodacom dans le développement économique de la République Démocratique du Congo.

Le développement économique d'un pays repose sur la combinaison de plusieurs facteurs, dont l'investissement privé, la contribution fiscale et l'innovation technologique. Dans ce cadre, les entreprises multinationales jouent un rôle central dans la transformation des économies africaines en apportant des capitaux, des emplois et des solutions modernes pour répondre aux besoins croissants des populations. La République Démocratique du Congo, dotée d'un marché en pleine expansion et d'un potentiel démographique considérable, attire les grands opérateurs de télécommunications qui participent à la construction d'une économie plus connectée. Selon Jean-Louis Mucchielli¹⁵, « la mondialisation des activités productives a permis aux entreprises de devenir de véritables acteurs du développement, capables d'influencer la croissance des pays d'accueil ».

Dans ce contexte, la société Vodacom s'impose comme l'un des principaux catalyseurs de la modernisation du secteur des télécommunications en RDC. Son rôle ne se limite pas à fournir des services de téléphonie et d'Internet : elle contribue de manière significative aux recettes fiscales de l'État, favorise la création d'emplois directs et indirects et stimule l'innovation numérique. Comme l'affirme Philippe Hugon¹⁶, « le secteur privé est un moteur essentiel de la croissance en Afrique, notamment lorsqu'il s'inscrit dans une logique d'investissement productif et durable ».

L'étude de l'implication de Vodacom dans le développement économique congolais exige donc une approche analytique qui prenne en compte les actions concrètes qu'elle a entreprises, mais aussi les défis et les limites auxquels elle se heurte. C'est pourquoi ce chapitre se structure autour de deux grandes sections complémentaires. La Section I est consacrée aux actions entreprises par Vodacom en RDC, en mettant en lumière ses contributions économiques, financières, technologiques et sociétales. Ce développement commence par le Paragraphe 1, qui analyse les contributions économiques et financières de l'entreprise, notamment par le point A relatif au soutien aux finances publiques et le point B sur les investissements structurants et la création d'emplois. Ensuite, le Paragraphe 2 s'intéresse au développement technologique et aux initiatives sociétales, à travers le point A portant sur la modernisation des télécommunications et le point B relatif aux programmes de responsabilité sociétale (RSE).

La Section II aborde quant à elle les faiblesses et difficultés de Vodacom en RDC, afin de fournir une analyse équilibrée. Elle débute avec le Paragraphe 1, qui met en évidence les limites internes et la perception du service,

¹⁵ MUCCHELLI J.L., *Économie internationale*, Paris, De Boeck Supérieur, 2016, p. 245.

¹⁶ HUGON PH., *L'économie de l'Afrique*, Paris, La Découverte, 2018, p. 301.

à travers le point A sur le coût et l'accessibilité des services et le point B sur les défaillances techniques et la qualité du réseau. Enfin, le Paragraphe 2 étudie les contraintes externes et le contexte macroéconomique, avec le point A sur les pressions réglementaires.

III.2. Faiblesses et Difficultés de Vodacom en République Démocratique du Congo

Si les réalisations de Vodacom en République Démocratique du Congo ont largement contribué à stimuler la croissance économique et à moderniser le secteur des télécommunications, il est tout aussi important d'examiner les limites et difficultés auxquelles l'entreprise fait face. En effet, une analyse scientifique rigoureuse ne peut se limiter aux succès : elle doit également mettre en lumière les contraintes internes et externes susceptibles d'affecter la performance globale de l'entreprise et, par ricochet, son impact sur l'économie nationale. Comme le rappelle Pierre-Yves Gomez¹⁷, « une stratégie d'entreprise n'est crédible que si elle intègre l'évaluation des risques et des dysfonctionnements qui peuvent entraver la création de valeur ».

Sur le plan interne, certaines faiblesses persistent, notamment en ce qui concerne le coût élevé des services de communication, la perception parfois négative des abonnés et la qualité irrégulière du réseau dans certaines zones reculées. Ces facteurs affectent la satisfaction de la clientèle et peuvent réduire la demande pour les services, limitant ainsi la capacité de Vodacom à maximiser son chiffre d'affaires et son apport fiscal. Dans un contexte où le pouvoir d'achat de la majorité de la population reste faible, la tarification des services devient un enjeu crucial d'inclusion numérique.

Sur le plan externe, Vodacom évolue dans un environnement macroéconomique et réglementaire particulièrement complexe. La multiplicité des taxes, l'instabilité des règles fiscales, ainsi que la pression de la concurrence (notamment d'Airtel, Orange et Africell) exercent une influence directe sur sa rentabilité et ses capacités d'investissement. Cette situation s'inscrit dans ce que Joseph Stiglitz¹⁸ qualifie de « défaillances institutionnelles », où les contraintes du cadre économique freinent le plein déploiement du potentiel de croissance.

Analyser ces difficultés ne vise pas à minimiser les efforts de Vodacom, mais à comprendre les leviers à activer pour améliorer son efficacité et renforcer son rôle dans le développement économique de la RDC. Cette approche critique offre une vision équilibrée et permet de formuler des recommandations plus pertinentes.

Cette introduction prépare ainsi le terrain pour l'étude du Paragraphe 1, qui abordera les limites internes et la perception du service, en analysant le coût et l'accessibilité des services (point A) puis la qualité technique du réseau (point B). Par la suite, le Paragraphe 2 s'intéressera aux contraintes externes et au contexte macroéconomique, en mettant en évidence les pressions réglementaires et fiscales (point A) ainsi que la concurrence et l'instabilité socio-économique (point B).

III.2.1.ss Limites internes et perception du service

L'une des principales difficultés rencontrées par Vodacom en République Démocratique du Congo réside dans ses limites internes et dans la manière dont ses services sont perçus par la clientèle. Cette dimension est essentielle à analyser, car la satisfaction des consommateurs constitue le moteur de la demande et conditionne la pérennité des revenus de l'entreprise. Comme l'affirme Philip Kotler¹⁹, « la perception de la valeur par le client détermine directement le succès d'un produit ou d'un service sur le marché ». Lorsque les clients perçoivent un déséquilibre entre le prix payé et la qualité du service reçu, leur niveau de satisfaction diminue, ce qui entraîne un risque de désabonnement ou de migration vers la concurrence.

Ces limites internes se traduisent principalement par deux problématiques : le coût et l'accessibilité des services, d'une part, et la qualité technique du réseau, d'autre part. Dans un pays où le revenu moyen par habitant reste parmi les plus faibles d'Afrique centrale, les tarifs élevés de l'internet mobile et des appels représentent un frein à l'inclusion numérique. Cette situation peut ralentir la diffusion des innovations et réduire l'effet multiplicateur des technologies de communication sur la croissance économique.

Sur le plan de la qualité de service, les coupures fréquentes de réseau et la lenteur de l'internet dans certaines zones rurales constituent des obstacles au développement du commerce électronique, de l'éducation en ligne et des solutions de e-gouvernance. Ces dysfonctionnements techniques, s'ils persistent, peuvent nuire à la réputation de l'entreprise et affaiblir sa compétitivité face à des concurrents plus agressifs. Comme le note Michael Porter²⁰, « la compétitivité durable dépend de la capacité d'une entreprise à offrir un avantage perçu comme supérieur par ses clients ».

Ce paragraphe s'attachera donc à examiner, dans le point A, les effets économiques du coût et de l'accessibilité des services de Vodacom sur l'inclusion numérique et la croissance de la demande. Puis, dans le point B, il analysera l'impact des défaillances techniques sur la satisfaction des clients, l'attractivité des services et la compétitivité globale de l'entreprise sur le marché congolais.

¹⁷GOMEZ P.Y, Intelligence stratégique des entreprises, Paris , Vuibert, 2012, p. 88

¹⁸STIGLITZ J., *Op.Cit*, p.204

¹⁹KOTLER PH, Marketing Management, Paris ,Pearson, 2016, p. 54

²⁰PORTER M., Avantage concurrentiel, Paris , Dunod, 2004, p. 109

III.2.2. Contraintes externes et contexte macroéconomique

L'analyse des performances de Vodacom en République Démocratique du Congo ne peut se limiter à ses seules forces internes : elle doit également prendre en compte l'environnement extérieur dans lequel l'entreprise évolue. En effet, comme le rappelle Henry Mintzberg²¹, « la stratégie d'une organisation n'est jamais indépendante de son environnement, mais le fruit d'interactions permanentes avec les contraintes et opportunités qui l'entourent ». Pour Vodacom, cet environnement est marqué par des défis réglementaires, fiscaux, concurrentiels et macroéconomiques qui influencent directement sa rentabilité, sa capacité d'investissement et son rôle dans la transformation économique du pays.

Sur le plan réglementaire et fiscal, l'entreprise est soumise à une multiplicité de taxes, redevances et obligations administratives, parfois changeantes et imprévisibles. Cette instabilité crée une incertitude qui freine la planification stratégique et augmente les coûts d'exploitation. Les rapports de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) ²²soulignent que « l'imprévisibilité fiscale est l'un des principaux facteurs de désincitation à l'investissement dans les pays en développement ». Ces contraintes ne concernent pas seulement Vodacom, mais affectent l'ensemble du secteur des télécommunications en RDC, ce qui limite la compétitivité du pays par rapport à d'autres marchés africains plus attractifs.

Sur le plan macroéconomique, la RDC est caractérisée par une instabilité politique récurrente, une volatilité des taux de change et une infrastructure énergétique insuffisante. Ces facteurs augmentent le coût de l'activité économique et pèsent sur la rentabilité des opérateurs télécoms. Les coupures d'électricité fréquentes, par exemple, obligent Vodacom à recourir à des générateurs pour alimenter ses antennes-relais, ce qui accroît les dépenses opérationnelles. De plus, la faible bancarisation et la prédominance des transactions en espèces compliquent la gestion des flux financiers et limitent la généralisation des paiements numériques, pourtant cruciaux pour la croissance du secteur.

La concurrence constitue une autre dimension de cet environnement externe. La présence d'acteurs puissants tels qu'Airtel, Orange et Africell entraîne une guerre des prix qui, si elle profite à court terme aux consommateurs, peut réduire les marges des opérateurs et ralentir leurs capacités d'investissement. Comme le souligne Joseph Schumpeter²³, « la concurrence intense, en comprimant les profits, peut dissuader l'innovation et conduire à un sous-investissement dans les infrastructures ».

Enfin, il convient de mentionner le rôle de l'environnement sociopolitique : les tensions dans certaines provinces, les risques de coupures volontaires de l'internet lors d'événements politiques sensibles, ainsi que les défis sécuritaires dans les zones de conflit, affectent la continuité des services et compromettent l'image de fiabilité de l'entreprise.

Ce paragraphe se propose donc d'examiner de manière détaillée deux axes essentiels : les pressions réglementaires et fiscales (point A) qui influencent directement les coûts de fonctionnement et la rentabilité de Vodacom, et la concurrence ainsi que l'instabilité socio-économique (point B), qui impactent la dynamique du marché et les perspectives de croissance à long terme.

III.2.3. Perspective d'avenir.

Les perspectives d'avenir de Vodacom en République démocratique du Congo apparaissent globalement prometteuses, mais elles demeurent étroitement liées à l'évolution de l'environnement socio-économique et politique du pays.

Avec l'essor de la digitalisation et l'augmentation constante du taux de pénétration du téléphone mobile, Vodacom dispose d'une marge importante pour élargir ses services, notamment dans le domaine de la finance numérique à travers M-Pesa, outil devenu essentiel pour l'inclusion financière des populations non bancarisées.

L'avenir de Vodacom s'inscrit aussi dans une dynamique technologique, avec la perspective de l'introduction de la 5G et l'amélioration des infrastructures numériques, susceptibles d'accroître la qualité et la compétitivité de ses services. De plus, l'accent mis sur la responsabilité sociétale des entreprises ouvre des pistes de consolidation à travers des initiatives en faveur de l'éducation, de l'entrepreneuriat des jeunes et de la santé communautaire.

Cependant, ces opportunités s'accompagnent de défis majeurs : la nécessité d'un cadre réglementaire stable et transparent, la réduction des coûts liés aux infrastructures énergétiques et logistiques encore précaires, ainsi que l'enjeu de rendre les services plus accessibles à une population aux revenus limités. La capacité de Vodacom à s'adapter à ces contraintes déterminera la durabilité de son expansion et son rôle stratégique dans l'économie congolaise.

En somme, l'avenir de Vodacom en RDC dépendra de sa faculté à conjuguer innovation technologique, responsabilité sociale et adaptation aux réalités locales, conditions nécessaires pour consolider sa position de leader tout en participant activement au développement économique et social du pays.

²¹MINTZBERG H., *Safari en pays stratégie*, Paris, Village Mondial, 2010, p. 214

²² CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le Monde*, Genève, CNUCED, 2020, p. 97

²³SCHUMPTER J., *Op.Cit*, p.131

CONCLUSION

Somme toute, l'analyse des activités de la société Vodacom en République Démocratique du Congo révèle l'importance capitale que les sociétés multinationales peuvent avoir dans le développement économique d'un pays en voie de développement.

L'implantation de Vodacom en République Démocratique Congo a non seulement permis d'améliorer considérablement l'accès à la télécommunication et à Internet, mais elle a également favorisé l'inclusion financière grâce au déploiement de services comme M-Pesa, facilitant les transferts d'argent et les paiements numériques pour une population qui, jusqu'alors, était largement exclue du système bancaire traditionnel.

De plus, les investissements massifs dans les infrastructures de télécommunications ont contribué à la création d'emplois directs et indirects, stimulé l'entrepreneuriat local et encouragé le développement de services numériques adaptés aux réalités congolaises.

En renforçant la connectivité et en améliorant l'accès à l'information, Vodacom a également joué un rôle dans la promotion de l'éducation et de la santé, notamment à travers ses programmes de responsabilité sociale.

Cependant, malgré ces contributions positives, il est essentiel de noter que l'implication des multinationales reste conditionnée par certains défis, tels que la nécessité de respecter les réglementations locales, de s'adapter aux réalités socio-économiques du pays et de collaborer avec les acteurs locaux pour que les bénéfices économiques soient durables et équitablement répartis.

L'expérience de Vodacom en République Démocratique du Congo démontre ainsi que les sociétés multinationales peuvent être de puissants moteurs de développement, mais que leur impact dépend largement de la manière dont elles s'intègrent dans le tissu économique, social et politique local.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ATTALI J., Dictionnaire du XXI^e siècle, Paris, Fayard, 2016
BAD, Perspectives Économiques en Afrique, Abidjan, BAD, 2023
BADARA D., les civils français quittent la côte d'ivoire, Afrik. Com, 2025
Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2016 : Dividendes numériques, The World Bank, Washington, 2016
Barthelemy J, la gestion des entreprises multinationales, Dunod 2001
BEITONE A., Économie et développement, Paris, Bréal, 2018
CAPRON M., La Responsabilité Sociale de l'Entreprise, Paris, La Découverte, 2013
CASTELLS M., La société en réseau, Fayard, 2001
CHARLES-ALBERT M., Le Capitalisme Mondial, presse universitaires de France, Paris, 1976
CNUCED, Rapport sur l'Investissement dans le Monde, Genève, CNUCED, 2020
COHEN D., Trois leçons sur la société post-industrielle, Paris, Seuil, 2006
DICTIONNAIRE FRANKLIN, consulté le 23 juillet 2025.
DOZ Y, et PRAHALAD C.K, les modèles de contrôle stratégique au sein des entreprises multinationales, revue des études internationales en affaires, 1984
FEC, Rapport sur le Climat des Affaires en RDC, Kinshasa ,FEC, 2023
OMEZ P.Y, Intelligence stratégique des entreprises, Paris, Vuibert, 2012
GSMA, GSMA Mobile Economy Africa, Londres ,GSMA, 2022
HUET J.M., L'Afrique numérique, Paris, Eyrolles, 2020
HUGON PH., L'économie de l'Afrique, Paris, La Découverte, 2018
KOTLER PH, Marketing Management, Paris, Pearson, 2016
LACOSTE Y., de la géopolitique au paysage, Armand coline, Paris 2003
LATOUCHE S, faut-il refuser le développement? Presse universitaires de France, Paris 1986
LOCKE J., deuxième traité du gouvernement civil, GF-Flammarion ,1692
MELIK O., Société Transnationale et Droits Humains, CETIM, 2005